
Elie Goldsmith
CEE-Israël :
Un meilleur climat

Entretien conduit par

Marie-Claude Slick

Les relations entre la CEE et Israël sont différentes de celles établies avec les Territoires occupés. La Communauté européenne n'accorde aucune aide car Israël a un niveau de vie trop élevé. Mais les accords signés en 1975 prévoient une zone de libre échange entre les deux signataires. Les accords de coopération dans le domaine scientifique et technologique sont en revanche assez importants, Israël étant performant dans ces matières.

Elie Goldsmith est député travailliste, membre de la commission des Finances de la Knesseth et a un statut d'observateur au Conseil de l'Europe. Il répond aux questions que lui pose Marie-Claude Slick.

– Quelles sont les relations entre Israël et la CEE ?

Nous sommes très orientés vers l'Europe, pour des raisons de mentalité et de culture. Notre pays a été bâti essentiellement par des Européens et la structure de notre économie est plutôt de type européen.

Sur le plan économique, les exportations vers l'Europe sont pour nous d'un intérêt majeur pour des raisons évidentes. Nous sommes plus

près géographiquement et donc nous avons moins de problèmes de transport. Nous exportons essentiellement vers l'Europe des produits agricoles. Ces produits doivent être fournis frais et donc rapidement. La grande majorité de nos produits agricoles sont donc exportés vers la CEE. Nous exportons des pamplemousses, des oranges, des avocats. Nous exportons aussi des fleurs vers l'Europe pour un montant de 200 millions de dollars. Les accords que nous avons signés en 1975 avec la CEE nous accordent certains avantages qui nous permettent d'être compétitifs par rapport à d'autres pays, eux aussi exportateurs vers la CEE, comme les pays d'Afrique ou d'Amérique latine, mais nous ne les estimons pas suffisants.

Nous aimerions que les barrières douanières, les restrictions sur les prix et les quantités exportées soient allégées. Nous pouvons fournir des agrumes et des avocats au prix que nous décidons mais seulement durant certaines saisons quand le marché européen n'est pas assez approvisionné. Mais quand il y a des oranges qui viennent des pays européens, nous devons réduire les prix et les quantités pour ne pas entrer en compétition avec ces pays. Par ces restrictions, la CEE veut protéger les oranges espagnoles et grecques. Mais nous voudrions un traitement similaire pour ce qui nous concerne. Il y a actuellement des discussions entre notre gouvernement et la CEE à ce sujet.

— *Mais comment pouvez-vous avoir un traitement similaire puisque vous n'appartenez pas à la CEE.*

C'est vrai, mais nous avons depuis longtemps des relations avec la Communauté qui sous-entendent que nous pouvons, dans une certaine mesure, être considérés comme des partenaires.

— *Devons-nous comprendre que vous souhaitez être membre de la Communauté européenne ?*

Nous ne nous faisons pas d'illusions, en tous cas pas pour l'instant; mais l'on pourrait nous donner de meilleures chances d'améliorer notre économie. Nos exportations devraient être mieux reçues en Europe. Nous sentons qu'il y a une bonne volonté à notre égard, mais il est clair aussi que nos intérêts entrent en contradiction avec certains pays européens.

Mais il y a autre chose. Jusqu'à il y a peu, la CEE avait une vision du conflit israélo-arabe qui ne nous était pas très favorable. Je pense que tant que le processus de paix n'entrera pas dans une phase véritablement substantielle, la Communauté européenne ne voudra pas aller trop loin dans ses relations avec Israël. Il y a de façon évidente un lien entre l'avancée du processus de paix et les relations avec Israël.

— *Quels types de produits espérez-vous exporter vers la CEE?*

En ce qui concerne l'industrie, nous n'avons aucune restriction. Les problèmes sont surtout dans le domaine agricoles. Tous types de produit confondus, le rapport entre les importations en provenance de la CEE et nos exportations vers cette destination nous est nettement défavorable: elles sont respectivement de cinq et neuf millions de dollars. Nous devons rééquilibrer ces échanges.

En ce qui concerne l'industrie, nous avons quelques très bons produits que nous voudrions vendre en plus grande quantité sur le marché européen. Nous avons des qualités indéniables dans le domaine informatique, l'électronique, le "High Tech", etc. Nous sommes très compétitifs dans le domaine de l'équipement agricole, comme, par exemple, nos systèmes d'irrigation "computérisés". Il y a aussi les produits dérivés de l'industrie militaire et qui sont très compétitifs. Enfin, nous pouvons vendre en plus grande quantité des produits textiles de très bonne qualité. La marque "Gotex" (maillots de bains et vêtements de plage) est déjà très connue en Europe.

— *Quels sont vos contacts avec les institutions européennes ?*

Nous avons un représentant à la commission à Bruxelles qui a un statut de diplomate. Nous assistons aux réunions du conseil de l'Europe où siègent des parlementaires des pays membres. Les autres pays sont représentés par des parlementaires qui n'ont qu'un statut d'observateur. Je suis un des quatre observateurs israéliens.

Elles ont quelquefois été problématiques. Nous avons souvent eu le sentiment, en Israël, que l'Europe avait une vue partielle du conflit israélo-arabe. L'Europe ainsi a été la première à reconnaître l'OLP. Mais depuis le début du processus de paix, nous avons amélioré nos relations. A l'intérieur même de la CEE, des pays ont des positions différentes. La Grande-Bretagne, par exemple, a, avec nous, des relations qui s'approchent plus de celles que nous avons avec les Etats Unis. A la différence de la France, l'Italie et d'autres avec qui nous avons des relations plus difficiles. Je pense qu'aujourd'hui, la politique de la CEE à notre égard est plus équilibrée. Surtout depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes l'année dernière. Le climat entre nous est nettement meilleur. Il y a ici même des différences de vue sur l'importance à accorder aux relations Israël-CEE. Les gens du ministère des Affaires étrangères pensent qu'elles sont très importantes et c'est tout à fait mon avis à cause des relations économiques et de la culture. D'autres négligent ces relations en faveur de celles, jugées plus importantes, que nous avons avec les Etats-Unis. C'est un tort.

— *Parlons maintenant de l'Europe et du processus de paix.*

Je crois que la position actuelle de l'Europe est très logique. Les bilatérales se déroulent à Washington surtout sous le parrainage des Etats-Unis. Les Européens, je crois, acceptent maintenant cet état de fait. Aussi longtemps que les Etats-Unis auront le plus grand rôle dans ce processus, il n'y aura pas beaucoup de place pour une intervention de l'Europe et je ne pense pas que les Européens s'en plaignent vraiment aujourd'hui. Mais dans les multilatérales où nous traitons de problèmes fondamentaux comme l'économie, le tourisme, le commerce, etc, l'Europe joue le rôle le plus important.

Sur le plan économique, l'Europe est un modèle pour nous. Quand Shimon Pérès parle, depuis des années, d'un marché commun moyen-oriental, c'est sur l'Europe qu'il prend modèle.

*Entretien conduit à
Jerusalem par*

Marie-Claude Slick